

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

11 AU 24 SEPTEMBRE 1980

Directeur Politique : Bertrand Renouvin

10ème année - N° 321 - 4,50 F

présidentielles :

**bertrand
renouvin**



M2242-321-4,5F

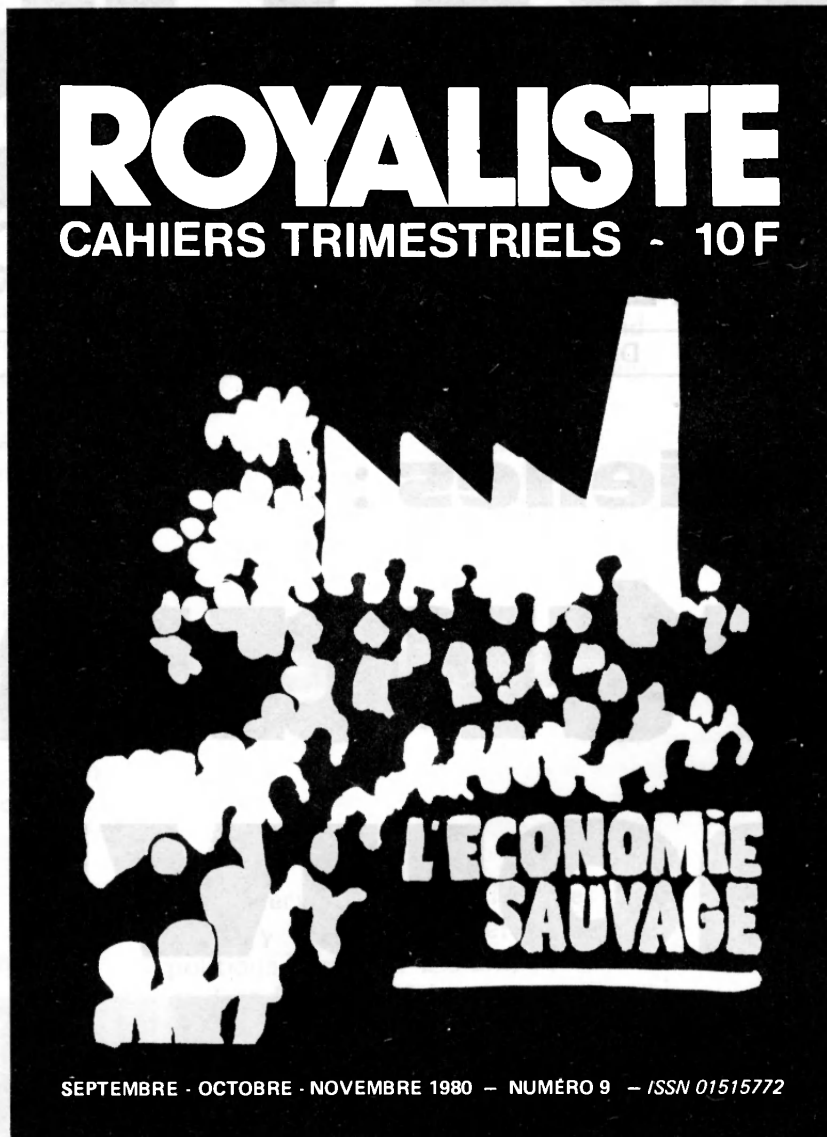
Le numéro de ROYALISTE-CAHIERS-TRIMESTRIELS de novembre dernier, qui inaugurait la nouvelle formule des cahiers, traitait de la Société Industrielle. Dans une première et longue partie, Gérard Leclerc tentait de répondre philosophiquement à la question — Le Société Industrielle a-t-elle un sens ? Des abonnés nous ont écrit pour nous dire tout l'intérêt qu'ils avaient éprouvé à la lecture de cette étude qui essayait de comprendre les choses économiques à un niveau autre.

Mais il en fut également pour nous dire que ça ne suffisait pas, que les deux courts articles qui suivaient de Bertrand Renouvin et Jacques Beaume, «montraient certes des compétences» mais qu'un mouvement politique se devait d'offrir une analyse plus complète de la situation économique.

La critique pouvait sembler injuste à tous ceux qui suivent de près les travaux de notre «cellule Economie» dirigée par Jacques Beaume. Depuis 1976, des textes importants ont été diffusés à nos adhérents, nos amis. Mais il est vrai qu'ils n'étaient pas d'un accès immédiat. Au seuil de la campagne pour l'élection présidentielle, une large diffusion des travaux de la cellule Eco était devenue indispensable. La nouvelle formule de notre revue permet cette entreprise. Nous l'entamons donc sans attendre et en bousculant même le plan de publication fixé.

Dans le numéro 9 de RCT, Jacques Beaume et Bertrand Renouvin exposent donc complètement et clairement notre analyse de la «Crise» en trois articles très denses. Certains y reconnaîtront des idées, voire des extraits de textes, déjà publiés. Ils nous le pardonneront volontiers en constatant le volume des textes et des idées nouvelles, en appréciant l'effort de synthèse et de clarté effectué. Dans le numéro suivant de RCT (à paraître début décembre), trois nouveaux articles indiqueront nos propositions pour réformer l'entreprise, changer le rôle du cadre, modifier le climat économique. Cet ensemble pourra être ultérieurement complété par des analyses particulières destinées à étayer et illustrer le tout. Nous avons la matière et les rédacteurs compétents pour cela.

Mais alors, pourquoi ne pas s'être attelé à ce travail plus tôt ? nous demanderez-vous peut-être. Il fallait pour cela être sûr de la



publication. Le bi-mensuel, avec son petit nombre de pages, n'incite peut-être pas assez à l'effort de synthèse. Désormais, grâce aux abonnés qui soutiennent notre effort, nous avons la revue. De nombreuses études vont pouvoir être réalisées et publiées. Le Projet royaliste n'en sera que plus crédible. Mais de nouveaux progrès pourront encore être faits. Il suffit d'augmenter le nombre des abonnés à Royaliste-Cahiers-Trimestriels. Et pour cela nous comptons sur vous.

Frédéric AIMARD

au sommaire du n° 9 :

- Dossier Economie (1ère partie).
 - l'économie sauvage
 - économie et appareil d'Etat
 - un système inhumain
 par J. Beaume et B. Renouvin
- Document : la Monarchie expliquée par Marcel Jullian
- Dossier Justice
 - Justice et politique
 - La justice est-elle un pouvoir ?
 par J.M. Varaut

ABONNEMENT ROYALISTE-CAHIERS-TRIMESTRIELS

Nom : Prénom :

Adresse :

s'abonne à R.C.T. (un an, 4 numéros : 35 F, soutien : 50 F) règlement à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris.

pierre juhel

C'est le 26 juillet dernier que Pierre Juhel s'est éteint. Mais depuis de nombreux mois déjà une implacable maladie s'était acharnée sur ce vétéran des luttes royalistes.

Entré à l'Action Française encore adolescent, il ne l'avait plus quittée, militant et responsable aux «camelots du roi», puis, après la guerre, cheville ouvrière de la Restauration Nationale qui avait pris la suite de l'organisation disparue. Pendant des années, Pierre Juhel fut de tous les combats, infatigable, inébranlable, d'un courage exceptionnel, et tous ceux qui avaient eu l'occasion de travailler avec lui en restent profondément marqués.

Cet homme s'était tellement identifié à l'Action Française, à laquelle il avait consacré toute son existence, qu'il ne pouvait plus concevoir que le royalisme suive d'autres voies que celle fixée au début de ce siècle par Charles Maurras et ses compagnons. Notre conception du royalisme est autre. C'est dire que beaucoup de choses nous séparaient de Pierre Juhel mais nous avons tenu cependant à rendre ici hommage à ce «camelot du roi» exemplaire.

Yvan AUMONT

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

Imprimé en France - Diffusion - N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

questions d'edmond maire

La rentrée syndicale ressemble à celle des politiciens : la sur-enchère polémique est à l'honneur, et les conflits sur le terrain deviennent le prétexte de nouveaux règlements de comptes. Il est heureux que, dans ces affrontements minables, Edmond Maire ait cherché à élever le débat.

Georges Séguy aura beau faire, il ne parviendra pas à masquer de tristes réalités : tandis que son collègue Georges Marchais déploie une sorte de génie dans l'outrance verbale et dans la mauvaise foi intellectuelle, le spectacle donné par le secrétaire général de la C.G.T. est d'une incroyable lourdeur. Quand Séguy joue la victime de «l'anti-communisme éculé» il ennuie. Quand il célèbre les vertus du gouvernement polonais il écœure. Quand il fait les matamores et exalte les «progrès» de la lutte revendicative, on se détourne en songeant aux conflits qui pourrissent, à ceux qui échouent, à tous ceux qui n'éclatent pas alors que la crise se fait plus dure, et le gouvernement plus cynique.

Mais Georges Séguy s'endort sans doute, chaque soir, du sommeil du juste selon saint Marx. Tout est simple pour lui : la bourgeoisie n'en a plus pour longtemps et la classe ouvrière triomphera sous la conduite du Parti communiste et, accessoirement, de la C.G.T. Bien sûr, il faut faire de petites contorsions quand, par exemple, les travailleurs polonais se révoltent contre le pouvoir prolétarien. Mais Séguy connaît les ruses de l'histoire et découvre toujours à temps le bouc émissaire (Maire, Mitterrand, etc.) qui permet d'expliquer l'injustifiable. Comment démêler, dans cette attitude, l'inconscience, le cynisme et l'aveuglement volontaire ?

Par contraste, le courage d'Edmond Maire n'en apparaît que plus évident. Dans deux articles publiés par *Le Monde* (1). Le secrétaire général de la C.F.D.T. reconnaît une «triple et douloureuse réalité» : échec des révolutions socialistes, impuissance du syndicalisme face aux multinationales et

aux mutations technologiques, éclatement de la notion traditionnelle de classe ouvrière.

Questions cruciales, que deux théoriciens connus ont posés depuis quelques mois : Alain Touraine, dans *l'Après-Socialisme* constate le décès théorique et pratique de la vieille «Sociale» et voit l'avenir dans les mouvements issus de 1968 (féminisme, écologie, etc.). De son côté, André Gorz estime qu'un travail sans intérêt ne peut plus être l'enjeu des luttes, et privilégie l'action des «marginiaux» de la société industrielle. A ces contestations radicales issues de la gauche traditionnelle vient s'ajouter la thèse de «l'économie duale» qui diviserait la production en deux secteurs, l'un «compétitif», l'autre «convivial» mais pauvre (2) : il est bien évident que, dans une telle société, la notion de classe ouvrière serait vidée de tout contenu.

Comme il fallait s'y attendre, Edmond Maire refuse à la fois les thèses de la gauche «post-socialiste» et celles du libéralisme avancé : tout en dénonçant la perspective d'un «apartheid» économique il tente de justifier l'existence d'un syndicalisme «articulant» son action avec celle des nouveaux mouvements sociaux et construisant un socialisme non-totalitaire. Comment ? En donnant «tout son sens au travail» et en assignant au syndicalisme ouvrier une quadruple action sur les conditions et l'organisation du travail, sur l'outil et le produit. Nul ne contestera la nécessité d'atteindre de tels objectifs. Par là, le secrétaire général de la C.F.D.T. justifie l'existence du mouvement ouvrier, mais il ne répond ni aux questions qu'il se pose, ni à celles qui lui sont posées :



— Qu'en est-il de l'action syndicale face à la division internationale du travail et face à la stratégie des multinationales ? Jamais, au cours de cette réflexion approfondie, Edmond Maire ne dénonce le principe même du «mondialisme», jamais il n'envisage de réponses concrètes à la politique des groupes multinationaux. Dès lors, l'action syndicale ne se condamne-t-elle pas à rechercher un simple aménagement des décisions qui sont prises par les groupes industriels et financiers ?

— Qu'en est-il de la communauté nationale : le sort des travailleurs «s'articule»-t-il ou non avec son destin ? Jamais Edmond Maire ne répond à cette question pourtant essentielle puisque les choix économiques sont souvent faits par des sociétés étrangères - américaines en particulier. Là encore, le syndicalisme ne se condamne-t-il pas à mener des combats d'arrière-garde, dans une société dominée par la logique de l'impérialisme ?

— Qu'en est-il du pouvoir politique, dans une société socialiste et autogestionnaire ? Question déci-

sive, qui reste toujours sans réponse, alors que le pouvoir politique est la condition première de la justice sociale. La revendication autogestionnaire perd toute cohérence, et toute crédibilité, quand elle refuse d'envisager l'arbitrage entre les intérêts et la protection des droits des travailleurs.

— Qu'en est-il de la classe ouvrière, dans une économie «libérale-avancée» qui cherche à réaliser, consciemment ou non, la «société sans classe» rêvée par Marx ? Car nous voyons bien se former un vaste groupe «salarial» indifférencié dans ses besoins et ses aspirations. La classe ouvrière ne tend-elle pas à se fondre dans ce groupe immense, où elle perd peu à peu son identité ?

Parce que son analyse est partielle est parce que les réponses sont éludées, Edmond Maire risque d'enfermer le syndicalisme dans un piège où il sera broyé. Nous attendons autre chose de la C.F.D.T.

Y. LANDEVENEC

(1) *Le Monde* 21 et 22 août 1980
(2) voir *Royaliste* numéro 318

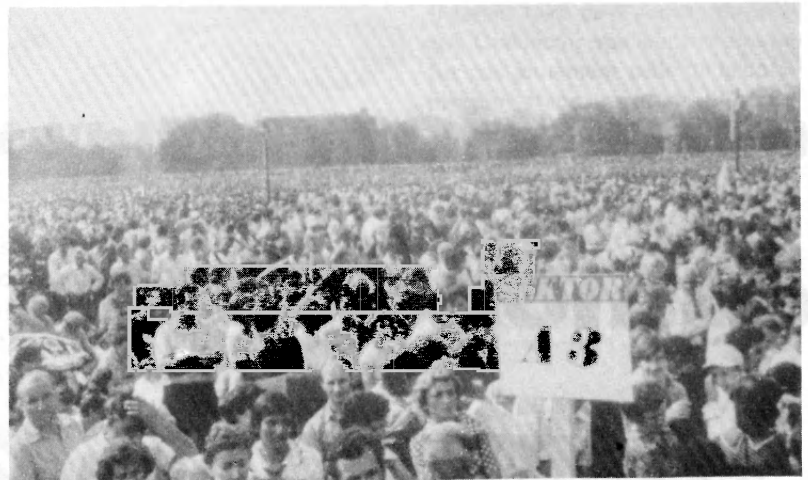
héroïque pologne

Admiration et crainte. Ce sont les deux mots qui viennent aux lèvres lorsqu'on songe à l'admirable Pologne. Admiration pour les vertus de ce peuple, sa résistance à l'adversité et à la persécution, son génie du renouveau au lendemain des pires épreuves. Admiration aussi pour ce dont nous sommes aujourd'hui les témoins, la ténacité et le sang froid d'un Lech Walesa, l'unanimité et la foi d'un peuple, sa maturité politique. Crainte cependant pour son avenir proche que ne cessent d'aviver la mémoire et l'histoire. Pologne proie de ses terribles voisins, des partages, des six millions de morts de la dernière guerre, tombée de Hitler en Staline. Ce même pays menacé d'un jour à l'autre par les armées (ironie du sort !) du pacte de Varsovie au moindre signe de déplaisir des hiérarques du Kremlin. Crainte est sans doute un mot trop faible.

Nous sommes en effet à peu près dans la situation de l'été 1968, lorsque tous les regards étaient tournés vers Prague où un communiste éclairé, Dubcek, tentait désespérément de faire avaliser par les Soviétiques l'évolution du régime, pendant qu'une jeunesse rêvait d'un socialisme à visage humain. Il nous souvient à quelques-uns d'avoir été lors d'un camp où nous analysions avec passion la situation, prophètes de malheur ! Il est impossible, affirmions-nous que Moscou consente jamais à cautionner l'expérience tchèque. Ce serait pour les hommes du Kremlin prendre le risque fou de réactions en chaîne qui se propageraient à travers toute l'Europe de l'Est. Le régime communiste ne peut se perpétuer que dans la mesure où il reste lié à sa discipline de fer, et au «centralisme démocratique». Si peu que

soit libérée la bride, ce dernier n'existe plus. La rigidité idéologique, la structure pyramidale qui commande la planification et le système social s'effondrent.

Les réactions moscovites actuelles aux négociations de Gdansk, aux syndicats libres, à l'autogestion, etc. sont d'une logique évidente. Elle se répéteront ainsi que les attaques contre les meneurs à la Walesa et les éléments antisocialistes. Il est rigoureusement impossible que Moscou accepte un jour, sous peine de se renier, l'évolution présente de la Pologne. La seule question qui se pose donc aujourd'hui est de savoir s'il existe des raisons suffisantes qui empêchent une intervention armée soviétique. Le remplacement d'Edward Gierek par Stanislaw Kania est-il pour Brejnev une garantie suffisante d'un espoir de reprise en main ? Pour l'instant Kania affirme qu'il respectera les accords de Gdansk et rejette toutes les accusations de menées antisocialistes dans les événements récents. On voit mal comment dans les circonstances actuelles il pourrait jouir d'une autorité quelconque non seulement sur le peuple polonais mais même sur l'appareil du parti communiste, s'il tenait un autre langage. Mais Moscou a du obtenir des gages de sa part. L'avenir proche nous dira qui il est réellement : un nouveau Gierek accepté par les Soviétiques faute de mieux, un séide parfait de Moscou ou encore une sorte de Janos Kadar capable à la fois de rassurer le terrible voisin et de mener sa propre expérience originale.



au cours du dernier voyage de Jean-Paul II en Pologne : un catholicisme populaire...

Pour le moment, nous n'en sommes pas là. Rarement le mot déstabilisation s'est appliqué aussi bien à la situation d'un pays. Celle-ci, pour reprendre le mot de de Gaulle en 1968, est insaisissable. La dynamique du mouvement des travailleurs de la Baltique a provoqué une telle contagion, une telle floraison de syndicats libres que personne n'est en mesure de dire où cela va mener. Les dirigeants sont décontenancés, la critique devient contagieuse et gagne la presse aux ordres. La diète polonaise applaudit à des propos subversifs absolument inouïs. La machine du pouvoir est déréglée. Il faudra à M. Kania une belle énergie pour affirmer son autorité dans ce climat et assurer des commandes qui ne répondent plus.

DU STALINISME A LA REVOLTE DE 1970

Il n'est pas inutile d'interroger le passé pour savoir comment on en est arrivé là. La Pologne est sous l'emprise soviétique depuis la fin de la dernière guerre au lendemain d'une épreuve terrible. Il lui a fallu attendre 1956, donc trois ans après la mort du despote, pour voir la fin du stalinisme avec le retour de Gomulka. Ce dernier chassé du pouvoir par les Soviétiques après la guerre symbolise une volonté certaine d'émancipation par rapport à l'Union soviétique mais c'est un léniniste. Les Polonais ne tarderont pas à s'en apercevoir du reste. L'emprise de l'appareil continue à se faire sentir dans tous les aspects de la vie sociale, la persécution religieuse, même si elle rate totalement son objectif se fait insidieuse, parfois franchement provocatrice. La vie est dure

pour tous, spécialement pour les travailleurs qui un beau jour de 1970 n'en pourront plus de tant de restrictions et surtout d'une absence totale de liberté.

Ce sont les travailleurs qui viendront à bout de Gomulka. Le mouvement éclate déjà sur la Baltique à Szczecin. L'affrontement est terrible. Il y a des centaines de morts. Mais les travailleurs ne plient pas. C'est Gomulka qui est obligé de partir, remplacé par Gierek dont la gestion habile en Silésie laisse espérer aux dirigeants du parti qu'il saura reprendre la situation en main. De fait, Gierek se montre habile, n'hésite pas à aller discuter directement sur place avec les travailleurs de leurs revendications. Il est d'ailleurs obligé de s'incliner sur toute la ligne, car les grèves ne cesseront vraiment que lorsqu'il aura rapporté toutes les mesures de hausse.

Durant quelques années, la Pologne va connaître une prospérité que certains estiment factice. Elle s'appuie en effet sur une forte dette extérieure que les exportations ne suffisent pas à rembourser. Les échanges avec l'Occident se multiplient, et avec eux s'opère la contagion d'un mode de vie que caractérisent le coca-cola et le jean. Mais en 1976, le rêve se brise. Pour faire face à une situation financière déplorable, à une balance des comptes catastrophique, le gouvernement impose de nouvelles hausses, une accélération des cadences de travail. La révolte éclate dans les villes d'Ursus et de Radom et s'étend rapidement à la capitale et à d'autres régions. Le gouvernement recule immédiatement, et si Gierek ne fait pas tirer sur les travailleurs comme Gomulka, sa répression n'en est pas moins sévère. La milice procède au tabassage généralisé



des travailleurs d'Ursus, des peines de prison, des licenciements sanctionnent les « rebelles ». Si l'ordre revient dans le pays, le charme Gierk est définitivement rompu, et la base populaire du régime apparaît nulle. Une résistance politique s'organise sous l'impulsion d'intellectuels comme Kivron et Michnik, qui à l'origine se présente comme un groupement de défense des travailleurs.

Il apparaît que le régime communiste n'a pu mordre profondément dans l'âme polonaise. Le parti communiste rassemble une minorité qu'attirent les privilèges réservés à « la nomenclature ». Mais l'idéologie du matérialisme dialectique, malgré la pression de l'Etat, l'endoctrinement généralisé demeure radicalement indifférente au peuple qui a conservé intacte sa foi religieuse. Et s'il est une force véritablement populaire, qui mobilise la ferveur c'est bien le catholicisme.

L'IDENTITE CATHOLIQUE-POLONAISE

Le fait chrétien remonte aux origines de la Pologne dont la naissance politique coïncide avec le baptême de son prince. Des missionnaires venus de France et d'Italie ont donné au pays des affinités toujours vives avec les peuples latins et une amitié avec la France qui ne s'est jamais démentie. D'ailleurs entre les deux peuples il y a analogie de situation. L'un et l'autre tiennent jalousement à leur indépendance, et entendent être hors la tutelle du Saint Empire romain germanique. Le catholicisme sera toujours garant de l'indépendance et du patriotisme polonais. On le verra

tout spécialement au XIXe siècle sous la domination russe où le clergé donne le ton à la résistance. Encore en 1920 lorsque le coup d'arrêt est donné à l'armée rouge, l'armée du maréchal Pilsudski comprend des unités commandées par des prêtres. Sous l'occupation nazie, le clergé sera héroïque. Des milliers de prêtres seront envoyés dans les camps de concentration et d'extermination. Le cardinal Sapieka à Cracovie est le symbole du refus du nazisme au moment où le futur cardinal Wyszynski est l'aumônier de l'armée pendant l'insurrection de Varsovie. On comprend dans ces conditions comment l'Eglise polonaise est liée au patriotisme dans ce pays et le rôle moral qu'elle peut jouer jusque dans la conduite politique des affaires.

Le cardinal-primat, archevêque de Gniezno et Varsovie, était traditionnellement l'interrex, le régent pendant la vacance du trône en régime de monarchie élective. Dans l'esprit de ses concitoyens, le cardinal Wyszynski assume toujours une sorte de légitimité polonaise. Certes le primat entend se garder de tous empiètement sur le terrain de l'Etat. Il n'en demeure pas moins le gardien des principes, le protecteur des opprimés et l'on sait qu'un seul mot dans sa bouche suffirait à dépouiller l'Etat de fait de toute apparence de légitimité. Son passé héroïque, son emprisonnement durant trois ans, sa fermeté continue, son intelligence stratégique, son dynamisme lui valent un crédit considérable. Sous son impulsion l'Eglise de Pologne a refait toutes ses forces entamées par le nazisme et le stalinisme. Un clergé nombreux, une religion populaire, un enseignement de tous les instants

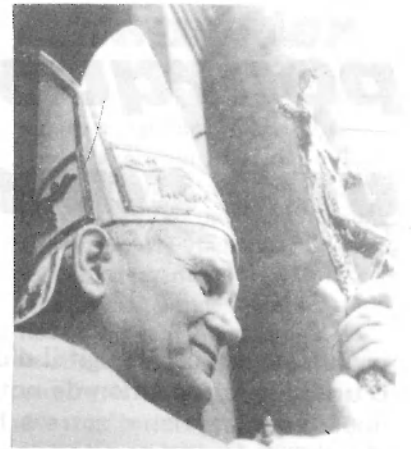
ont fait que la population a non seulement gardé la pratique religieuse mais qu'elle manifeste une vitalité spirituelle et intellectuelle qui se manifeste dans tous les domaines de la vie civile.

Sans le catholicisme polonais, le phénomène Lech Walesa est rigoureusement incompréhensible, tout comme l'attitude de l'ensemble des masses polonaises. Car le christianisme est resté d'une orthodoxie absolue en sachant s'adapter aux situations. Les centaines de milliers de jeunes qui chaque année s'en vont sur les routes avec les groupes OAZI acquièrent là les fondements d'une vie spirituelle intense mais sont aussi formés pour affronter l'existence. Ainsi s'explique tant de détermination, tant de maîtrise dans l'affrontement et pourquoi à Gdansk le pouvoir communiste a été obligé de reculer.

UN CAS A PART EN EUROPE DE L'EST

Ceci fait que la Pologne est un cas à part au milieu des autres pays de l'Est. Son catholicisme populaire lui confère une unanimité nationale qui ne se retrouve pas ailleurs. C'est cette unanimité qui fait tant de difficultés aux Soviétiques. Il n'est pas sûr du tout que l'armée polonaise se retrouverait à leurs côtés en cas d'invasion du pays. Ce n'est pas la déclaration d'un hiérarque militaire qui peut céler la réalité. L'armée est faite elle aussi de la substance du pays. Elle n'a pas oublié certains souvenirs historiques encore cuisants, les fosses de Katyn et les soldats de Staline l'arme au pied devant Varsovie agonisante.

La spécificité polonaise confère également à ceux que l'on appelle les dissidents un statut tout à fait particulier. Un Kuron ou un Michnik qui mènent le courant dans le pays n'aiment guère ce terme de dissident. Car ils se savent pleinement intégrés à leur peuple dans lequel ils trouvent un soutien total. Pourtant souvent ils viennent de milieux non-catholiques, éventuellement de la communauté juive, ils ont été réticents dans le passé face à certaines positions de la hiérarchie. Mais l'expérience les a mis à même de comprendre qui sauvegardait vraiment les droits de l'homme. Aussi des liens très étroits se sont établis entre « dissidents » et catholiques. A Cracovie, le cardinal Wojtyla avait spécialement mis l'accent sur le dialogue à partir des droits de l'homme. Les dirigeants communistes



n'ignorent pas à quel point cela peut être explosif politiquement.

Si M. Kania arrive à se sortir de cette situation impossible, l'histoire retiendra certainement son nom parmi les politiques de génie. Rassurer les Soviétiques, rassembler derrière lui un parti communiste désespéré, faire la preuve que les accords de Gdansk ne sont pas un chiffon de papier, affronter les difficultés renforcées de l'économie du pays, réussir tout cela ensemble tient de la gageure. Faire entrer les syndicats librement élus et autogérés dans le cadre socialiste apparaît quasiment déjà comme une contradiction intenable.

Dans son malheur, Kania a une chance appréciable, celle de posséder une aide précieuse en l'Eglise catholique qui n'a cessé ces derniers mois de prêcher la modération. Il n'empêche que le danger demeure et que les mois qui viennent seront lourds d'angoisse et d'interrogation.

Gérard LECLERC

SUR LA POLOGNE

Nos lecteurs sont invités à se reporter à la série d'articles de Gérard Leclerc sur la Pologne publiée par le Quotidien de Paris :

Jeudi 28 août 1980

— Pologne, l'église de la résistance : 1/ Une farouche volonté d'affranchissement national.

Vendredi 29 août

— La crise en Pologne : 2/ Quand Wyszynski défiait Staline.

Samedi 30 août

— 3/ La contre-offensive victorieuse du clergé polonais.

Mardi 2 septembre

— 4/ Une jeunesse garante de l'avenir.

Mercredi 3 septembre

— 5/ Les chrétiens dans l'arène politique.



pourquoi une candidature ?

Oui, pourquoi ? S'agit-il d'une pure opération publicitaire ? D'une simple répétition de notre campagne de 1974, parce que nous n'aurions rien d'autre à faire ? Ou bien ne s'agirait-il que d'un pied de nez de « marginaux » qui, selon la formule consacrée, « veulent tout détruire, mais n'ont rien à proposer » ?

Il faut commencer par répondre à ces questions, qui nous seront posées cent fois pendant cette campagne, soit par ceux qui, de bonne foi, s'étonnent ou s'inquiètent, soit par les professeurs de « réalisme », les « gens sérieux » qui, en fait, ne cessent de consentir à l'ordre des choses. Or c'est justement l'ordre des choses que nous voulons changer, en commençant par troubler l'ordre des discours - le doux ronronnement politicien qui, après nous avoir ennuyé, finit par nous écœurer. C'est dire que cette campagne ne sera pas « un coup de pub ». Nous avons des choses à dire, gravement, et nous ne voyons pas pourquoi nos paroles auraient moins d'importance que celle des candidats qui peuvent dépenser des centaines de millions pour fabriquer leur « image de marque ».

Mais, ce que nous avons à dire, ne l'avons nous pas déjà largement exprimé lors de la dernière campagne présidentielle ? Sans doute. Mais de façon encore partielle, en privilégiant l'analyse et une critique point trop appuyée, sans annoncer précisément ce que nous voulions. Nous avions de bonnes raisons de procéder ainsi, des raisons politiques qui tenaient à la situation même de ce qui s'appelait alors la « Nouvelle Action française ». En 1974, l'objectif avait été atteint, qui était de rendre au royalisme son véritable visage, en le débarrassant de tous les masques dont on l'avait affublé, en renonçant aux vieilles grimaces qui le déformaient.

Il nous faut aujourd'hui aller plus loin et, en s'appuyant sur des convictions identiques, dire d'autres choses, et autrement. D'abord parce que le paysage politique a changé, les ravages du « libéralisme avancé » nous obligeant à radicaliser notre combat. Ensuite parce que, au cours de ces sept années,

nous avons tenté d'envisager ce qu'il serait possible de faire dans la France de demain. Ainsi, c'en est fini de cette « marginalité » dans laquelle on nous rejetait de façon méprisante, et dont nous nous sommes parfois targués. Certes, l'amour de la liberté nous contraint à vivre dans la gêne matérielle et nous interdit d'agir comme les grands partis. Nous n'en éprouvons aucune honte. Mais, sur le plan politique, la marginalité ne naît que d'une résignation à l'analyse « distanciée », à la critique du détail, au refus de tout projet politique positif. Dès lors que l'analyse critique s'efforce d'aller au fond des choses, dès lors qu'un projet cohérent est conçu, expliqué et proposé, nous sommes, dans le débat, à égalité avec les plus puissants et les plus riches.

Il ne s'agit pas, pour autant, d'imiter les grands partis et de fabriquer le même spectacle qu'eux : une campagne royaliste démagogique et bâtie autour d'un programme plus ou moins bien ficelé n'aurait aucun intérêt. La confrontation publique des idées et des projets politiques - à égalité de temps de parole sinon de moyens - est une chose trop rare en France pour que nous nous laissions aller à ces facilités. Nous avons le privilège d'être libres de tout lien avec les groupes de pression et de n'avoir aucune clientèle à satisfaire. A nous de saisir cette chance pour montrer aux Français qu'une autre politique peut exister, qu'une autre société peut être envisagée.

Là est l'objectif. Mais pour l'atteindre, et pour être compris, il faudra commencer par dénoncer l'imposture du « libéralisme avancé ». Cela sans s'attarder à la revue des échecs, à la critique des détails que d'autres se chargeront de faire. Cela sans tomber dans l'abstraction, ni dans le cours d'économie politique. C'est la lo-



gique même du giscardisme qu'il faudra révéler, en essayant de dire le pourquoi de cette crise qui n'en finit pas.

Tel est le premier axe de cette campagne, qui à lui seul justifierait une candidature. Mais nous ne nous en tiendrons pas là. A partir de notre refus de l'argent-roi, de l'injustice sociale et du totalitarisme insidieux, nous voulons montrer comment une révolution pourrait s'accomplir, selon quelles méthodes, à la faveur de quelles ruptures, dans quelles conditions politiques et en fonction de quel projet. Il va sans dire qu'une telle campagne ne s'adressera pas aux seuls royalistes, mais à tous ceux qui, de la droite à l'extrême gauche révolutionnaire, ne se satisfont plus des habituels discours électoraux et des ritournelles idéologiques.

Tout cela peut paraître bien ambitieux, et bien déraisonnable. « Vous n'y arriverez pas », « vous n'avez aucune chance d'être élu », « vous faites le jeu de la gauche (ou de la droite) » : ces phrases, nous les entendrons souvent pendant cette campagne. Bien sûr, nous n'avons aucune chance d'être présents au second tour, mais ce n'est pas une raison de renoncer à présenter aux Français nos critiques et nos propositions. Sans doute, le Pouvoir tente d'exclure du débat les représentants des « minorités politiques ». C'est donc qu'elles le gênent. Raison de plus pour être présents. Quant aux complicités dont on nous accuse, balayons-les tout de suite : « au premier tour on choisit, au second on élimine », c'est bien connu. Et l'on sait que dans cette élimination, quelques dizaines de milliers de voix jouent un rôle essentiel. C'est bien ce qui ennuie la classe politique. Et c'est une raison supplémentaire pour que nous soyons là, libres de notre choix.

N.A.R.

obje

COMMUNIQUÉ DE LA NOUVELLE

En avril 1981, les Français ont été appelés à voter pour l'avenir de leur pays. Le Président de la République, M. François Mitterrand, a été élu. La Nouvelle Action Royale n'a cessé de défendre ses positions politiques, sociales et culturelles.

Le temps n'est plus aux différences et les divergences de définir et de proposer une société, répondant à l'exigence.

La Nouvelle Action Royale, en exprimant ses conclusions.

En conséquence, le Comité de présenter Bertrand Renouvin de 1981 et de soutenir sa candidature, affirmant la présence royale pour prendre part à la décision.



LE CONGRES DU XÈME ANNIVERSAIRE

Depuis la création de notre mouvement, dix ans se sont accomplis fertiles en événements : en discussion, en remises en cause. D'année en année, une figure nouvelle a été donnée au royalisme français ; mais pour nous il n'est toujours pas venu d'écrire des mémoires. Un bilan en revanche peut être fait, nécessaire si nous voulons envisager l'avenir de la Nouvelle Action Royale et les décisions qui en gageront nos prochaines années.

Ce bilan et ces décisions, le Comité directeur a estimé qu'il devait les proposer à la réflexion de tous les militants de la Nouvelle Action Royale. Ils sont tous partie prenante dans notre histoire et dans notre évolution. Ils ont donc à être informés des événements qui commandent notre avenir proche et lointain. Ils le sont d'ailleurs habituellement dans le cadre des assemblées générales de la fédération et par le canal de notre conseil national. Mais cette

COMITÉ DIRECTEUR
ACTION ROYALISTE

ont se trouver devant un choix
ys : ils auront à exprimer leur
la politique incarnée par l'ac-
que. Pour sa part, la Nouvelle
démontrer les ravages écono-
ine telle politique.

erelles partisans. Par delà les
tre familles politiques, il s'agit
Français un autre projet de so-
ommune de justice et de liber-

te entend participer à son éla-
propres analyses et ses propres

directeur de la N.A.R. décide
n aux élections présidentielles
didature. Non seulement pour
dans un débat crucial, mais
finale.

Le 7 septembre 1980



année, l'ampleur des décisions
à prendre, leur caractère souvent
crucial exige la tenue d'instances
exceptionnelles.

C'est pourquoi un congrès se
tiendra dans la seconde quinzai-
ne de janvier à la préparation du-
quel toutes les fédérations, sec-
tions et cellules seront associées.
Un document spécial du Comi-
té directeur sera à cette occasion
diffusé auprès de tous les adhé-
rents pour qu'ils contribuent à la
réflexion collective. Les orienta-
tions générales de la Nouvelle
Actions Royaliste seront à cette
occasion réexaminées dans le do-
maine de la philosophie politi-
que, des grands objectifs d'ac-
tion dans le domaines des luttes
nationales, sociales, des orienta-
tions de la politique internatio-
nale et plus généralement de no-
tre stratégie royaliste.

C'est dire qu'il s'agit d'un évé-
nement, inédit pour nous, et
dont les conséquences devront
marquer durablement le roya-
lisme français.

Gérard LECLERC

troubler le système

**L'élection présidentielle pourrait marquer une sorte de victoi-
re des « marginaux » par le trouble apporté au jeu du système.
Juste revanche de ceux qui eurent à subir pendant sept ans le
mépris du pouvoir et des partis établis.**

Nos expériences électorales de
1974, 77 et 78 nous auront per-
mis entre autres choses, de nous
faire une idée définitive de ce que
certains osent encore appeler la
« démocratie à la française ». Combien de bureaux de vote ne
devaient jamais recevoir nos bulle-
tins ? Mais après tout ne nous
étions-nous pas placés dès le
départ hors de toute perspective
quantitative. Plus grave puisqu'il
s'agissait d'information et de
projet de société, nombre d'élec-
teurs ne reçurent jamais nos
professions de foi. C'était là le lot
de tous les mouvements n'appar-
tenant pas à la « bande des qua-
tre » et on devait penser en haut
lieu que la prose lénifiante des
grands candidats devait suffire aux
citoyens pour se décider. Faut-il
rappeler que parallèlement se
développaient des campagnes de
matraquage publicitaire payées
par le patronat, les groupes de
pression et parfois le contribuable
lui-même ! Tout cela rendait déjà
bien illusoire la fameuse égalité
des candidats prévue par la loi. Et
pourtant Giscard et Bonnet, par la
nouvelle loi électorale et la
circulaire d'application pour la
campagne en 1981, nous donnent
la preuve qu'on peut aller encore
plus loin dans l'exclusion du débat
politique des opinions non-éta-
blies. Les cent signatures d'élus
requises par le passé pour nous
présenter aux présidentielles, sont
devenues 500, et à obtenir dans
des conditions draconiennes : pu-
blication des listes de parrainage
au journal officiel, obligation pour
les élus de retirer les imprimés né-
cessaires à la préfecture où ils sont
soumis aux menaces à peine voi-
lées de se voir retirer leurs subven-
tions...

Cette dernière disposition est
d'ailleurs en contradiction totale
avec la lettre et l'esprit de la loi.
Mais que leur importe ! Même si

le Conseil d'Etat les oblige, dans
quelques temps, à faire machine
arrière, ils auront gagné du temps.

Après le coup du mépris pour
les 10% de Français qui ont voté
« marginal » aux élections euro-
péennes, et le trafic de sièges qui
s'ensuivit, après la loi scélérate sur
l'affichage politique, nous voici
presque revenus aux pratiques de
la candidature officielle qui sévis-
sait sous Napoléon III. A quand la
carte obligatoire d'adhésion aux
partis officiels pour pouvoir vo-
ter ?

Les directives de Bonnet n'ont
pas été prises à la légère. La pré-
sence des marginaux a parfois coûté
fort cher aux hommes du pou-
voir : que l'on se souvienne entre
autres exemples de la défaite de
Servan-Schreiber à Nancy, où
nous eûmes notre part. Le minis-
tre de l'Intérieur sait bien que
depuis 1974 une élection prési-
dentielle se joue dans un mou-
choir, peut-être à moins de 400.
000 voix. Autant les scores des
grands partis peuvent être cernés
et les reports de leurs voix prévi-
sibles, autant le vote de ces 10%
de Français qui ne se reconnais-
sent plus dans le système est un
mystère pour les politologues de
la place Beauvau. Ce sont pour-
tant ces voix qui risquent de faire
la décision en 81.

Dans ces conditions, les roya-
listes estiment que c'est leur de-
voir d'être présents dans la compé-
tition, pour que le débat n'ait pas
lieu seulement entre les tenants du
libéralisme et de la social-démoc-
ratie qui ont trop de responsabi-
lités dans la crise économique et
l'anesthésie politique que le pays
connaît aujourd'hui. C'est pour-
quoi, malgré Giscard et Bonnet,
nous sommes prêts à conquérir
de haute lutte notre droit à la can-
didature.

O. MOULIN

calendrier

Cette année, nous la préparons
depuis longtemps. Mais tout sera
dans l'exécution, qui dépend de
chaque militant, de chaque sym-
pathisant : le dévouement doit
compenser la faiblesse de nos
moyens matériels et les manœu-
vres de M. Bonnet, qui tente de
nous exclure du débat politique.

Aussi, du 15 septembre à l'ou-
verture de la campagne officielle,
nous mènerons une « pré-campa-
gne » qui se traduira évidemment
par la recherche de « parrains »
pour le candidat, mais qui sera
aussi jalonnée de manifestations
et d'événements :

— Bertrand Renouvin publiera
un livre qui expose les analyses de
la Nouvelle Action Royaliste et
qui, surtout, présente de façon
cohérente et argumentée le pro-
jet politique pour lequel nous
luttons. Ce livre, qui a valeur de
manifeste, sera l'objet de réunions
à Paris et en province et provo-
quera, nous l'espérons, articles et
interviews qui permettront à
notre candidat d'engager un pre-
mier débat.

— Parallèlement, des assem-
blées générales de militants auront
lieu dans chaque ville afin de pré-
parer les étapes suivantes de la
campagne. Ces assemblées, qui se
tiendront toutes au premier tri-
mestre, seront l'occasion de
conférences de presse, ce qui nous
permettra de poursuivre le dialo-
gue avec les journalistes et avec
leurs lecteurs.

— En janvier 1980, se tiendra le
1er Congrès de la Nouvelle Action
Royaliste : Pas un congrès à la mo-
de radicale-socialiste avec discours
fleuve et banquet, mais une ren-
contre des cadres du mouvement,
qui leur permettra de faire le
point sur les dix années que nous
venons de vivre, et de préparer
l'avenir.

— Le premier trimestre 1980
sera également marqué par plu-
sieurs grandes réunions en pro-
vince, organisées par les comités
de soutien locaux.

— Puis ce sera la campagne offi-
cielle, dont le scénario est connu.

— le troisième trimestre sera
marqué par nos Journées Royalis-
tes, en mai, puis par de grands
rassemblements dans différentes
régions.

Le reste dépendra de la
conjoncture. Mais nous savons dé-
jà qu'une partie de l'avenir poli-
tique de la N.A.R. se jouera
pendant les mois qui viennent. Il
est entre vos mains.

pêche: s.o.s.

L'occupation de la quasi totalité des ports de pêche français, les heurts très sévères entre la marine nationale et les chalutiers à Antifer, et surtout la détermination des marins-pêcheurs de Boulogne laissent supposer que l'Etat et les armateurs se verraient obligés de faire d'importantes concessions. La lecture du protocole d'accord du 2 septembre qui a mis fin provisoirement au conflit de la pêche démontre qu'il n'en est rien et que toutes les conditions sont réunies pour un nouvel embrasement.

Ce n'est pourtant pas les avertissements successifs des professionnels et des députés depuis quelques années alertant les pouvoirs publics sur la crise de la pêche industrielle et artisanale qui ont manqué. Mais le pouvoir, selon sa bonne habitude, a préféré faire des déclarations de principe plutôt que de s'attaquer aux vrais problèmes. On peut s'étonner alors de la « surprise » du gouvernement lorsque le conflit a éclaté.

Face à cette situation, M. Le Theule, ministre des Transports, a joué habilement la carte du pourrissement et de la division syndica-

le. Ce n'est que quelques semaines après le début du conflit, qui a saigné à blanc les artisans-pêcheurs (cinq millions de francs de perte en un mois rien que pour Boulogne) que les premières négociations ont commencé.

D'un côté l'Etat et les armateurs forts du bon prétexte que leur donne la « crise », de l'autre un front syndical divisé qui s'est rapidement effondré en acceptant dans les faits la régionalisation du conflit. On comprend alors que les acquis aient été maigres. Certes les armateurs ont suspendu provisoirement les licenciements envisagés et les trente chalutiers boulon-



nais reprendront la mer avec leurs vingt-deux hommes à bord. Mais en ce qui concerne les autres points d'accord c'est de la poudre aux yeux. Le FIOM (Fonds d'Intervention et d'organisation des produits de la pêche), outre quelques augmentations rituelles, a notamment promis une avance de 24 millions de francs aux organisations de pêcheurs-artisans. Or cet organisme est alimenté pour 33% par une taxe parafiscale dont les pêcheurs payent la moitié ce qui signifie donc que les pêcheurs devront financer une partie de l'aide supplémentaire que le gouvernement leur propose.

Enfin rendez-vous a été pris (la tradition est respectée) au début du mois d'octobre pour établir une nouvelle convention collective concernant la pêche industrielle. Gageons que le problème de fond qui est, en fait, l'absence de protection de la pêche française face à la concurrence déloyale de certains pays tiers, ne sera pas abordé. On comprend alors que les pêcheurs aient accueilli fraîchement ces propositions même si l'instant d'après ils étaient obligés, par nécessité, de se remettre au travail.

Hubert BOCQUILLON

les ukases de la "mère fouettarde"

Alice Saunier-Seïté s'enorgueillit, paraît-il, du surnom de « mère-fouettarde » que lui ont donné les universitaires. Un surnom qu'elle n'a que trop bien mérité après le charcutage de la carte universitaire effectué cet été.

Il était certain qu'un remodelage était nécessaire, ne serait-ce que pour éviter la concurrence entre universités voisines dans des disciplines pauvres en étudiants. Mais il supposait une **large concertation** entre présidents d'universités. Une conférence nationale des présidents a d'ailleurs été créée à cet effet. Au lieu de cela, Alice a procédé par ukases pour trancher dans le vif. Bravo pour la concertation.

En outre, depuis des années, la politique de l'Etat était de **créer des universités dans les villes moyennes** pour décongestionner Paris et favoriser l'aménagement du territoire. Moyennant quoi les universités les plus sabrées par Alice se trouvent dans des villes comme Pau, Amiens, Angers, Brest, Chambéry, Reims ou Caen. Et bravo pour la décentralisation.

Par ailleurs, on ne peut que rendre hommage à l'**apolitisme éclairé d'Alice**. Les Niçois sont payés pour le savoir eux dont l'enseignement du droit a été supprimé dans leur université afin de fournir plus de clients à Charles Debbasch, Président d'Aix-Marseille III et directeur de cabinet de la « mère fouettarde ». Ce Debbasch est un libéral au moins aussi musclé qu'Hubert Bassot : d'un libéralisme qui l'avait amené à tenter de faire adopter en vain une clause pour les examens de son université prévoyant qu'un étudiant ayant obtenu plus que la moyenne pourrait être néanmoins recalé si son esprit ne correspondait pas à celui de l'université. Par ailleurs, Jacques Delors (P.S.) et Maria Antonietta Macciocchi (radicale italienne) ont été éjectés de leur enseignement. Alice peut ré-



pandre qu'elle applique la loi qui prévoit qu'un député ne peut être professeur. L'ennui c'est que cette loi n'était jusqu'à présent jamais appliquée au niveau de l'enseignement supérieur et qu'Edgar Faure continue à enseigner.

Enfin, le plus grave : le **nouveau découpage de la carte universitaire sacrifie délibérément certaines disciplines** : la linguistique, la sociologie et la psychologie par

exemple. Il y avait inflation en la matière mais on passe brusquement d'un excès à l'autre. Et que dire de l'assassinat de l'Histoire par le biais du démantèlement de l'Ecole des Hautes Etudes Pratiques et de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Ces deux écoles ne pourront plus former comme dans le passé **cette pépinière d'historiens que le monde nous envie**. Il est vrai que la valeur marchande de l'histoire est nulle et que, comme toutes les sciences sociales, elle fait porter un regard critique sur la société.

En fait, l'économie non avouée de la réforme Saunier-Seïté est la suivante : transformons la plupart des universités en garderie préparant un D.E.U.G., à la rigueur une licence, mais en aucun cas les formations de troisième cycle -Diplôme d'Etudes Approfondies ou D.E.A., doctorat de troisième cycle- et créons à l'instar des Etats-Unis **quelques universités de pointe style Harvard ou Princeton qui avec les grandes écoles fourniraient les cadres de la technocratie**. Calcul qui s'inscrit dans la logique du libéralisme avancé.

Arnaud FABRE

(1) Sur les manœuvres de Mme Saunier-Seïté, on pourra également lire les articles de J-M Tissier dans la lettre *Royaliste-Université* qui vient de paraître. Prix franco : 2 F., abonnement : 10 F.

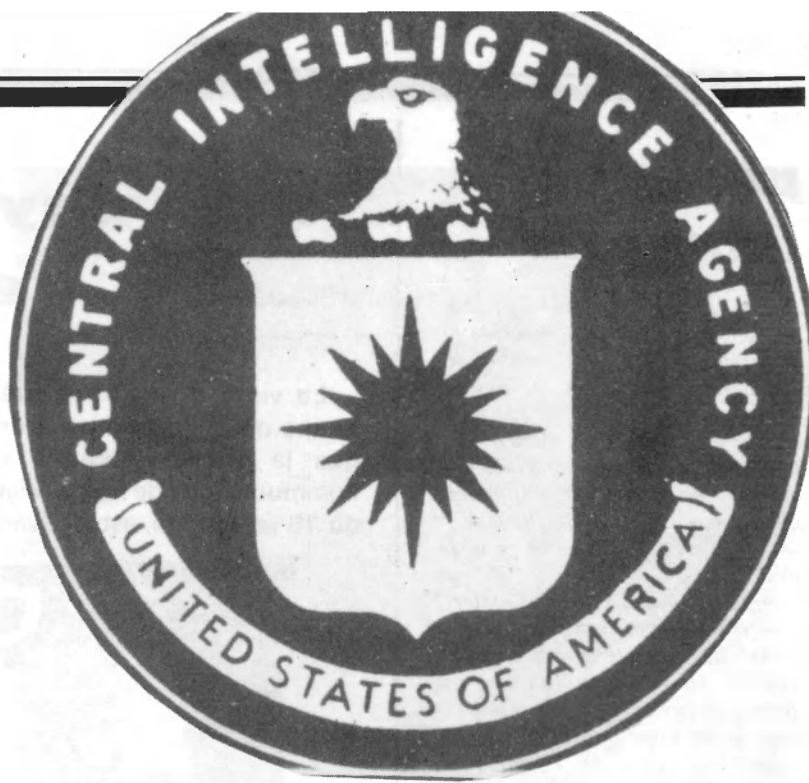
les gens de la c.i.a.

Les services américains de renseignements ont déjà fait l'objet de nombreux livres, écrits pour la plupart par d'anciens membres de la C.I.A.. Parfois passionnants, comme celui de Marchetti et Marks (1), ils demeurent fragmentaires. Une synthèse s'imposait, qu'Alain Guérin présente comme une « compilation ». Le terme n'est pas nécessairement péjoratif, et son travail est loin d'être inutile.

Comment pénétrer, en effet, cette organisation vouée au secret et soumise à la loi du silence ? Les agents se taisent ou ne racontent que ce qui leur plaît, les services rivaux sont a priori suspects, quant aux témoins... C'est pourquoi Alain Guérin et son collaborateur Jacques Varin ont choisi la méthode du « renseignement ouvert », en utilisant les seules sources accessibles au public. Ce qui épargne au lecteur les constructions hasardeuses, les mythologies romantiques et les pseudo-révélation sensationnelles qui encomrent trop souvent les ouvrages consacrés au monde du renseignement.

Voici donc la C.I.A. éclairée d'un jour cru, non pas un historique, mais à travers douze personnages, d'Allen Dulles à Howard Hunt, qui ont joué un rôle essentiel dans son développement et

parfois dans la vie du monde depuis la guerre. Des gens charmants, courageux, brillants, dont le métier fut d'organiser, partout où les intérêts américains devaient être défendus, la corruption, l'assassinat, la subversion. Il n'est pas mauvais, à un moment où les Etats-Unis apparaissent à nouveau comme le dernier rempart de la liberté et de la démocratie, de se souvenir de l'assassinat de Diem, du programme *Phénix* - par lequel fut organisé le massacre de dizaines de milliers de Vietnamiens - et de la façon dont les Américains s'y prennent pour installer, en Amérique du Sud et en Afrique, des dirigeants fidèles, comme Pinochet et Mobutu, pour compromettre ou pour éliminer les gêneurs, pour s'attacher, par l'argent, des dirigeants politiques, des journalistes et responsables militaires « occidentaux ».



Sans doute cette vaste étude, dépourvue de polémique et sans idéologie apparente, doit-elle être parfois considérée avec prudence. Si les auteurs ont l'honnêteté de ne pas écrire plus qu'ils ne savent, il leur arrive de privilégier certaines données sans les replacer dans leur contexte historique : ainsi, à trop insister sur le rôle éventuel de la C.I.A. dans les grands procès du monde communiste de l'après-guerre, ils passent quasiment sous silence Staline et le stalinisme. Alain Guérin et Jacques Varin diront qu'ils n'ont pas voulu cela, ou qu'ils ne voulaient pas sortir du

sujet. Peut-être, mais ce passage laisse une impression bizarre.

Cette réserve faite, leur livre est aussi instructif que passionnant. Point rebutés par l'ampleur de leur tâche, ils en annoncent un autre : « *Le temps de la C.I.A.* ». Il est vrai que celui-ci n'est pas près de finir.

B. LA RICHARDAIS

(1) V. Marchetti, J. Marks : *La CIA et le culte du renseignement*, Laffont
(2) A. Guérin, J. Varin : *Les gens de la C.I.A.*, Editions sociales

L'état et les esclaves

Blandine Barret-Kriegel a publié sous la direction de Michel Foucault le fameux « *Moi Pierre Rivière...* ». Dans son dernier livre, c'est encore Foucault qui l'inspire, lui qui, comme l'a montré Pierre Boutang, a ouvert la voie à une nouvelle théorie du pouvoir.

L'auteur de « *La Volonté de Savoir* » dit notamment que, dans le cas des monarchies occidentales, « le droit n'a pas été simplement une arme habilement maniée par les monarques ; il a été pour le système monarchique son mode de manifestation et la forme de son acceptabilité. »

Au hasard de recherches sur les historiens et le pouvoir au XVIIe et au XVIIIe siècles, notre agrégée de philosophie redécouvre « les légistes méconnus des philosophes qui leur préféraient les théoriciens du pacte social » et réhabilite l'histoire juridique éliminée par l'histoire sociale. Préjugés

démolis, présumés chavirés, elle se rend à l'évidence : l'Etat classique ne fonctionne pas comme un Etat despotique. Il n'y a pas un Etat, mais des Etats. D'un côté, le modèle classique franco-britannique de Jean Bodin à Jacob Nicolas Moreau, le dernier légiste à la veille de la révolution, de l'autre l'antimodèle totalitaire allemand dont elle suit la généalogie des romantiques à Marx en passant par Fichte et Feuerbach.

Cette présentation méconnaît un peu l'originalité de l'ouvrage qui s'engouffre dans des brèches ouvertes par d'autres, mais enfin il

fallait bien qu'un jour on tire les conséquences au niveau du droit constitutionnel, civil et administratif. Toutefois « *L'Etat et les esclaves* » ne va pas au bout de sa logique. Il s'arrête à la morale de la loi chère à B-H Lévy en partageant son penchant pour l'Ancien Testament mais aussi en retombant côté philosophie dans les théoriciens du pacte social, autre version de l'Alliance, Hobbes et Rousseau. Car la loi c'est le pouvoir législatif. Ici commence la difficulté. Encore heureux quand le pouvoir législatif était le Dieu de Moïse, mais Dieu est mort, n'est-ce pas ? Marx aussi est mort, même si son cadavre bouge encore, et l'Etat de droit est malade comme en témoignent l'inflation législative et la technocratie. Or la

cause n'est ni dans le législatif ni dans l'exécutif mais dans l'équilibre des pouvoirs qui ne peut s'instaurer qu'à partir de la reconnaissance d'un principe structurel. L'auteur « gêné » par Montesquieu, le méconnaît.

Dans leur voyage au bout de la nuit, nos orphelins conscients de leur dérive ont cherché à se rattraper en catastrophe à la dernière branche qu'ils distinguaient encore au-dessus du vide avant la chute : la loi hiératique et pure. Mais sur le long terme, la restauration d'une idée claire de l'Etat passe par la redécouverte de la légitimité comme principe.

Y. LA MARCK

Blandine Barret-Kriegel - *L'Etat et les esclaves* - Ed Calmann-Lévy

périples lyonnais

Les autoroutes sont -évidemment !- à l'image de la société industrielle : elles font oublier les paysages, les maisons et les châteaux, et tout ce qu'ils ont à raconter de notre passé. Cela malgré les petits panneaux marrons qui, de loin en loin, nous rappellent qu'il y a, au delà de la glissière de sécurité, des oiseaux, des étangs, des villes. Mais à 130 au compteur, qui peut s'en soucier ?

Un jour, pourtant, essayer de sortir de votre engourdissement. Quittez l'autoroute, passez par Bourg-en-Bresse (prononcez Bourk et non Bourre) et de là prenez la route de Lyon. Vous traverserez la région des Dombes et, si vous avez pris soin d'emporter le livre de Daniel Bideau (1), vous vous y arrêterez. Comment résister au charme de «la Dombes aux mille étangs» ? Puis l'histoire du pays, les photos et les dessins de l'auteur sauront bien vous entraîner vers les lieux, point trop touristiques, qui se nomment Trévoux, Chatillon-sur-Chalaronne et Neuville les Dames, avant de vous conduire en Dauphiné et de vous faire visiter Vienne (qu'on aperçoit de l'autoroute, dans le grand tournant).

Mais de telles promenades ne se racontent pas. Il faut les faire en compagnie de Daniel Bideau, qui est la fois historien, guide, conteur et artiste. Je n'en dirai pas plus, sinon qu'il y a dans ce livre une tendresse vraie pour les êtres et pour les lieux. Peut-être l'éprouverez-vous...

B.R.

(1) Daniel Bideau -Les alentours de Lyon, ville impériale - Elie Belier éditeur. La section de la N.A.R. à Lyon peut transmettre toute commande accompagnée de son règlement (50 F à l'ordre d'Elie Belier). N.A.R. - BP 44 - 69397 Lyon cedex 3

" mon pays c'est l'hiver... "

La visite d'un artiste québécois en France est toujours une bonne nouvelle pour ceux de nos compatriotes qui ont compris, que la «Belle Province» détient une part de notre destin commun. Celle de Gilles Vigneault, qui sera à l'Olympia à partir du 16 septembre, est un événement.



Bien sûr, nous connaissons Vigneault. Il chante dans notre vieux pays depuis 1965 et depuis quinze ans le même hommage est rendu à son talent. Avant lui, dans les années 50, Félix Leclerc nous avait le premier apporté la voix de l'Amérique française. Après lui, Charlebois, Dufresne, Pauline Ju-

lien et d'autres sont venus nous chanter que Maria Chapdelaine n'était plus qu'une légende. Sentir le Québec, suivre note à note le déroulement de ses saisons et de ses peines, voilà ce que Vigneault nous propose en place du feuilleton canadien débile qui a sévi sur le petit écran. Qu'il en soit remercié, celui pour qui son pays aura toujours le couleure de la neige et les teintes sereines des érables.

Le pays... un thème omniprésent dans l'œuvre de Vigneault. Un pays qui a façonné l'âme québécoise : «Le Canadien français, il a été canadien avant les autres. C'est aussi simple que cela. Ça ne lui confère pas de droits particuliers mais une espèce de résistance, d'habitude, d'endurance peut-être...»

Et ces habitants, ces gens du pays, Jos Montferrand, Jack Monoloy, John Débardeur, suite de figures un peu mythiques de marins, de contrebandiers, de facteurs, d'Indiens, qui peuplent le petit monde de Gilles Vigneault.

Il fallait faire ça d'abord, montrer aux Québécois que leur histoire ne fut pas seulement celle de la colonisation française et de l'Empire britannique mais surtout l'épopée ignorée de «gens ben ordinaires», une épopée aux dimensions d'un continent. Il fallait donner une légende à un peuple. Pour qu'il soit armé, face au pillage et à l'exploitation :

«Nos vrais maîtres sont aux Etats

C'est là qu'ils t'administrent
C'est là qu'ils font les gros fusils
Avec le fer de ton pays»
pour qu'il reste armé, au cœur de la cité nord-américaine :

«Dans les sirènes d'usines
Dans les klaxons de 5 heures
Dans le crissement des pneus,
J'entends la mer.»

Vigneault c'est aussi l'éclat de rire et la tendresse rageuse, la poésie et l'humour, la lutte et l'amour. L'hommage à Bob Dylan et des mots légers comme des toiles de Watteau :

Que n'êtes-vous
Pour moi
Morte d'amour
Dans le bleu des fêtes muettes ?»

De Félix Leclerc à Robert Charlebois, entre Brassens et Lavilliers, un poète existe.

«Mon pays, ce n'est pas un pays,
c'est l'hiver»
Gilles Vigneault, celui qui chante qu'un peuple possède ses hivers.

René ADRIERS

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

le lendemain c'est vous !

Avec ce numéro **Royaliste** reprend sa parution bi-mensuelle normale après l'interruption des vacances. Vacances mises à profit par le Comité Directeur de la NAR pour établir un bilan de notre action et se livrer à une réflexion politique approfondie avant d'aborder une année particulièrement importante qui sera marquée par les élections présidentielles d'avril 1981. Début septembre en Bretagne, les cadres du mouvement réunis en séminaire, sont venus porter leur contribution aux réflexions du Comité et un certain nombre de décisions importantes ont été prises auxquelles ce numéro de **Royaliste** fait largement écho.

Il est certain que l'ampleur de nos projets pour cette année représente une charge financière tout à fait exceptionnelle qui ne peut manquer d'inquiéter le responsable de l'équilibre budgétaire du mouvement !!!

Nos lecteurs savent bien que, déjà en temps normal, nous sommes contraints de faire appel à leur contribution et de lancer cha-

que année un «appel au peuple» pour ne pas voir notre journal et notre mouvement disparaître, étranglé par les créanciers. Mais cette fois-ci il va falloir aller bien au delà car, outre nos dépenses normales, viendront s'ajouter des frais totalement hors de proportion avec notre budget habituel. Il est difficile de chiffrer déjà avec précision ces besoins supplémentaires mais nous nous sommes fixé pour **objectif de réunir, avant Noël, une somme de 50.000 F** afin d'être assurés de pouvoir lancer correctement la première partie de notre campagne. C'est à la réalisation de cet objectif que nous vous demandons de contribuer.

Vous pouvez participer à cette opération que nous avons baptisé «**ARSENAL 81**» puisqu'elle est destinée à nous permettre de stocker les «munitions» indispensables de deux manières :

— Soit en nous adressant **dès aujourd'hui votre souscription**, dont le montant sera bien sûr fonction de vos possibilités, mais sans perdre de vue l'importance excep-

tionnelle de l'enjeu qui devrait vous inciter à une participation encore plus généreuse que de coutume.

— Soit en vous engageant à nous faire parvenir **une contribution mensuelle**, ce qui nous permettra de mieux établir un budget prévisionnel. Si vous optez pour cette dernière solution nous tenons à votre disposition les imprimés nécessaires pour demander à votre banque d'effectuer automatiquement vos versements.

C'est avec beaucoup de confiance finalement que nous lançons cet appel. Les dix ans d'histoire de la N.A.R. nous ont enseigné que nos lecteurs ont toujours répondu présents lorsque les circonstances l'exigeaient. L'importance capitale de notre action cette année et de ses conséquences sur l'avenir ne saurait échapper à personne. **L'avenir c'est vous qui le façonnez : «le lendemain c'est vous !».**

Yvan AUMONT

COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF NAR-UNIVERSITÉ

Chacun se rappelle : 1976, notre participation à des comités de grève dans presque toutes les villes universitaires; 1978, une distribution de tracts à la «fête de la jeunesse» organisée au profit des giscardiens; notre participation l'an dernier au mouvement de soutien aux étudiants étrangers.

Bien d'autres exemples que nous vous avons rapportés dans les colonnes de **Royaliste** ont montré que les jeunes royalistes entendent participer activement aux combats à mener contre le système d'injustices mis en place par le libéralisme giscardien.

Cette année encore, le collectif doit être prêt à affirmer sa présence. Il nous faut en effet lutter contre les agissements de Mme Saunier-Seïté dont la restructuration de l'Université tient du sabotage.

D'autre part, en cette année d'élection présidentielle, il est important de dénoncer les magouilles et les fausses promesses dont ont été et seront l'ob-

● PARIS-Mercredis de la NAR

Reprise des réunions le **mercredi 1er octobre**. Tous les mercredis, conférence-débat à 20 h dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage). Les lecteurs de «**Royaliste**» et les sympathisants sont tout particulièrement conviés à ces réunions qui leur permettront de prendre contact avec les principaux rédacteurs du journal et les animateurs de nos activités dans la Région parisienne. Vers 22 h, à l'issue de la conférence, un repas froid est servi qui permet de poursuivre autour d'un «pot» les conversations amorcées (participation pour le repas : 10 F).

Ventes à la criée du journal

Les personnes qui voudraient se joindre aux vendeurs volontaires dans les quartiers de Paris, le dimanche matin et le mercredi soir à la Gare St Lazare doivent contacter Frédéric Aimard au 297.42.57. (10h. à 20 h.).

● MANCHE

Nos lecteurs de la Manche sont en train de s'organiser pour mener une action concertée d'information et de propagande dans le département. Prendre contact avec M. Blin Gérard, clinique de la Providence, 50800 Villedieu les Poêles.

jet les jeunes de toutes conditions de la part des grands partis.

Enfin, il faut continuer à transmettre notre message et montrer qu'il existe une autre façon de faire de la politique. Comment ? En réfléchissant ensemble autour de notre journal étudiant dont le premier numéro de l'année portera sur Vincennes et l'affaire des habilitations (parution cette semaine; spécimen contre 2 F en timbres, abonnement 10 F à l'ordre de **Royaliste**), et dans diverses activités dont nous vous donnerons le détail; mais aussi en menant une action politique classique (distribution de tracts, collages, réunions) indispensable pour mieux faire connaître la N.A.R. dans les facs.

Afin d'aider, si besoin est, toute initiative allant dans ce sens, un secrétariat fonctionne dès maintenant, 17, rue des Petits-Champs à Paris 1er, dont J-M Tissier est le responsable et qui peut envoyer tout renseignement nécessaire et mettre à votre disposition du matériel de propagande.

Collectif N.A.R.-Université

la n.a.r en fête

Au cours des années de combat commun il se tisse entre les lecteurs de **Royaliste**, les adhérents et les sympathisants de la NAR un réseau solide d'amitiés d'une qualité exceptionnelle. C'est dire le plaisir que nous éprouvons à annoncer une nouvelle qui ne peut que tous vous réjouir. Nos amis Gérard Leclerc et Yvonne Marçais ont décidé de se marier très prochainement. Gérard et Yvonne souhaitent que tous ceux qui le pourraient viennent se joindre à eux ce jour là pour participer à leur joie. En téléphonant au journal vous pourrez connaître le lieu et la date de la cérémonie.

La rédaction de **Royaliste** est sûre de se faire l'interprète de tous ses lecteurs pour adresser à nos deux amis de chaleureux vœux de bonheur et leur redire toute notre sympathie.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Est-il vraiment nécessaire de commenter la rentrée politique ? Ce serait perdre son temps. Les clivages politiques sont connus, et ne se modifieront pas pendant les mois qui viennent. Aussi, peu importe que M. Poniatowski voit dans Michel Rocard un « Bibi Fricotin amiral », ou que Georges Marchais situe François Mitterrand à l'extrême droite. Quand aux supputations sur les candidatures (Debré ou Chirac, Rocard ou Mitterrand) elles ne touchent pas l'essentiel bien que les décisions prises à l'intérieur des partis ne soient pas dépourvues de signification.

Enfin, il est inutile de revenir, du moins pour le moment, sur le bilan du septennat : l'échec est évident et la majorité des Français s'en rend compte, mais semble se résigner à la réélection de V. Giscard d'Estaing, ressentie depuis longtemps comme une fatalité. Comme si, pressentant la fin d'un monde, chacun tenait la main vers la seule planche visible, tout en la sachant pourrie ...

LOGIQUE DU LIBERALISME

Ce sentiment n'est pas trompeur, et le réflexe n'a rien d'étonnant. Nous vivons, dans l'angoisse mais sans convulsions dramatiques, la fin d'une époque et probablement la fin d'une société. C'est bien ce que traduisent les affrontements politiques et syndicaux, par delà le jeu des ambitions et le conflit traditionnel des idéologies. Face à une crise trop partiellement analysée et aux effets inattendus, inexplicables par les schémas classiques, la tentation est grande de nier le mouvement en se repliant vers des « bases » solides. C'est sans doute ce qui explique l'étonnante régression intellectuelle et politique du Parti communiste, et l'aveuglement stratégique de la C.G.T. : faute de pouvoir tirer un profit politique de la crise, Marchais renforce son parti tandis que Séguy, incapable de peser sur les décisions économiques, mène classiquement des batailles perdues d'avance.

Que faire, en effet, face à la rigoureuse logique de la compétitivité ? Dès lors que ses principes sont acceptés, il faut s'y plier, ou s'exposer à être brisé. D'où la tragédie vécue par les travailleurs de Manufrance : le nouveau capitalisme condamne ce type d'entreprise. D'où la révolte des marins-pêcheurs, qui tentent de résister aux lois inflexibles de la concurrence mondiale. Ainsi, tour à tour, chaque secteur est contraint de



par
bertrand
renouvin

l'enjeu

« s'adapter » ou de disparaître. Les syndicats n'y peuvent rien, et l'opposition politique non plus. Les uns, comme Rocard et Edmond Maire, tentent de « suivre le mouvement », en le ratachant vaille que vaille à leur tradition intellectuelle. D'autres, comme Marchais ou Debré, essaient d'organiser la résistance, soit pour une classe sociale, soit pour la nation toute entière.

Mais leurs analyses partielles n'aboutissent qu'à des stratégies inopérantes. « S'adapter » au monde qui se crée conduit à remettre le destin de la communauté en d'autres mains ; opposer au « mondialisme » un simple projet industriel servi par un Etat centralisé ne permet pas de répondre aux problèmes posés par l'écèlement de notre société et par l'écrasement de notre culture. A quoi bon faire la guerre économique, s'il faut y perdre son âme ?

Ainsi, l'opposition politique et syndicale vit-elle dans l'aveuglement que provoquent les certitudes vieilles : ses idées et ses projets appartiennent au passé, elle est condamnée à l'impuissance et à la division. Malgré ses échecs et sa fragilité personnelle, V. Giscard d'Estaing n'en apparaît que plus complètement maître du jeu. Dès avant 1974, il avait compris les règles du nouvel ordre économique mondial et décidé de s'y plier. Depuis sept ans, il applique inexorablement son plan, qui correspond d'ailleurs à son idéologie et satisfait les intérêts de sa

caste. Il veut soumettre la France aux règles du libéralisme multinational, imiter ceux qui réussissent en espérant recevoir un peu de leur richesse ; inflation et chômage sont des sacrifices consentis sur l'autel de la compétitivité, et ce grand bourgeois voit avec satisfaction la classe ouvrière se perdre dans le vaste groupe indifférencié des salariés, tandis que les éléments révolutionnaires se marginalisent.

LE CHOIX

Pour battre V. Giscard d'Estaing, il faut d'abord montrer qu'il fait une terrible erreur. Car la compétitivité est un leurre, et le « mondialisme » une illusion. Les sociétés multinationales ne respectent pas les règles du libéralisme, et notre soumission aux prétendues règles d'une concurrence **sauvage** est en train de nous ruiner. Cette erreur économique, qui poursuit ses ravages depuis sept ans, se double d'une erreur politique : le « mondialisme » n'existe pas, mais seulement le choc des intérêts nationaux ; en renonçant à protéger son propre pays, V. Giscard d'Estaing le soumet à la domination de l'impérialisme américain, qui tire sa force d'une réalité nationale, et non de principes libéraux jamais appliqués.

Il s'agit donc de faire un choix brutal : ou bien le « libéralisme avancé » et ses conséquences - chômage, aliénation économique et culturelle - ou bien l'orientation vers un nouveau projet de société.

Tel est l'enjeu des élections présidentielles, par delà l'affrontement classique des formations politiques.

Nous aurons à démontrer, pendant cette campagne électorale, que le choix peut être fait, que l'alternative est possible, qu'une autre société est concevable. Il ne s'agit plus seulement de témoigner et de critiquer, mais de combattre et de proposer autre chose que ce qui existe. Les royalistes sont des Français comme les autres, des citoyens qui ont le droit et le devoir de participer au débat sur l'avenir de notre pays. Ils n'entendent pas présenter un schéma institutionnel ou une nouvelle idéologie, mais donner forme et cohérence au projet d'une société de justice et de liberté. Dans son esprit et dans son ambition, la campagne des royalistes sera révolutionnaire.

Bertrand RENOUVIN